



**SABLES D'OLONNE (Port des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**SAGE FEMME.** — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 6.

**SAINT-BRIEUC (Port de)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Situation de)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), *Discussion générale*.

## SALAIRES.

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés portant fixation des salaires, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 par M. Ambroize Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 451 ; rapport le 28 février par M. Léon Nicod, n° 535. Adoption sans débat le 1<sup>er</sup> mars 1946. — Projet de loi n° 46.

Loi du 6 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 7 mars.

§ 2. — Projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés préfectoraux fixant le salaire des travailleurs à domicile, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 février 1946 par M. Ambroize Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 456 ; rapport le 28 février par Mme Rose Guérin, n° 534. Adoption sans débat le 1<sup>er</sup> mars 1946. — Projet de loi n° 47.

Loi du 6 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 7 mars.

§ 3. — Projet de loi autorisant le versement de certaines bonifications au profit des ouvriers frontaliers et saisonniers belges et luxembourgeois travaillant en France, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 février 1946 par M. Ambroize Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances et à la Commission des affaires économiques), n° 509 ; rapport le 28 février par M. Arthur Musmeaux, n° 533 ; avis de la Commission des finances le 28 février par M. Arthur Ramette, n° 541. Adoption le 7 mars 1946. — Projet de loi n° 56.

Loi du 9 mars 1946, promulguée au *Journal officiel* du 10 mars.

**DISCUSSION** [7 mars 1946] (A., p. 612) ; Sont entendus dans la discussion générale : MM. Arthur Musmeaux, Rapporteur ; Arthur Ramette, Rapporteur pour avis de la Commission des finances et du contrôle budgétaire ; Jean Courtecuisse, Rapporteur pour avis de la

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, *Christian Pineau*, Rapporteur général; *Charles Viatte*, *René Plevin*, *André Philip*, Ministre de l'Economie nationale et des Finances; *Maurice Schuman*; Clôture de la discussion générale (p. 615); Art. 1<sup>er</sup> (ibid.); Amendement présenté par *M. Arthur Ramette* tendant à faire remonter la rétroactivité au 1<sup>er</sup> février 1946 (ibid.); Adoption (p. 616); Adoption de l'ensemble de l'article premier (ibid.). — Art. 2 (ibid.); Amendement présenté par *M. Arthur Ramette* tendant à exclure du bénéfice de la loi les entreprises de terrassements et de constructions en pierre (ibid.); Retrait (ibid.); Adoption de l'article 2 (p. 616). — Art. 3 et 4: adoption (ibid.); Adoption de l'ensemble du projet de loi (ibid.). = Ont pris part à la discussion des articles: *MM. Ambroise Croizat*, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale; *André Philip*, Ministre de l'Economie nationale et des Finances; *René Plevin*, *Arthur Ramette*.

§ 4. — Projet de loi relatif à la révision des salaires moyens départementaux, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 avril 1946 par *M. Robert Prigent*, Ministre de la Santé publique et de la Population (renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 913; rapport le 13 avril (2<sup>e</sup> séance) par *M. Claudius Mounier*, n° 1028; avis le 19 avril (2<sup>e</sup> séance) par *M. Pierre Abelin*, n° 1117 et rapport collectif supplémentaire par *M. Claudius Mounier*, n° 1118 (voy. ci-dessus, § 1<sup>er</sup>). Adoption sans débat le 25 avril 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 202.

Loi du 20 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 21 mai.

§ 5. — en agriculture. — Voy. *Agriculture*, § 6.

— des femmes. — Voy. *Impôts*, § 30. — *Traitements et salaires*, § 2.

— moyens départementaux. — Voy. *Allocations familiales*, §§ 1<sup>er</sup>, 7. — *Salaires*, § 4. — *Guerre 1939-1945*, § 13. — *Vieux travailleurs*, § 6.

— zone des. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 13.

## SALARIÉS.

— qualité de. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 14.

Voy. aussi: *Congés*, § 1<sup>er</sup>. — *Gérants*, § 1<sup>er</sup>.

**SANTÉ DES RAPATRIÉS**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

**SAPEURS-POMPIERS**. — Voy. *Pensions et retraites*, § 4.

**SAVANTS (Droits des)**. — Proposition de loi de *M. Paul Tubert* tendant à assurer la protection des « droits des savants », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des affaires économiques), n° 960.

## SCANDALES.

— du ravitaillement. — Voy. *Commissions d'enquête*, § 2.

**SCHNEIDER (Usines — au Creusot)**, Observations y relatives, voy. *Budget général de l'exercice 1946*, § 2 (PRODUCTION INDUSTRIELLE), *Discussion générale*.

**SECOURS**. — Proposition de résolution de *M. Paul Sion* et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à accorder un secours immédiat de deux millions de francs pour venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe minière d'Ostricourt (Pas-de-Calais), présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 810; rapport verbal et adoption sans débat le 30 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Proposition de loi n° 89.

**SECRÉTAIRES D'ÉTAT**. — Voy. *Pensions et retraites*, § 5.

**SECRETAIRES DE MAIRIE.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation des secrétaires de mairie et des employés des communes de moins de dix mille habitants, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 mars 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 581.

§ 2. — Voy. *Instituteurs et institutrices*, §§ 1<sup>er</sup>, 2.

**SÉCURITÉ.**

— des travailleurs. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 8.

**SÉCURITÉ SOCIALE.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. André Paillieux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 décembre 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 191 ; rapport le 19 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Pierre Segelle, n° 698.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Charles Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance en date du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 31 décembre 1945 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 251 ; rapport collectif le 8 avril 1946 par M. Pierre Segelle, n° 916 (voy. *Allocations familiales*, § 3).

§ 3. — Proposition de loi de M. Joannès Dupraz et plusieurs de ses collègues tendant à retarder la date d'entrée en application de l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 1141.

§ 4. — Projet de loi portant généralisation de la sécurité sociale, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission de l'agriculture, à la Commission de la famille et à la Commission des finances), n° 1146 ; rapport collectif le 25 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Alfred Costes, n° 1215 ; avis de la Commission de l'agriculture le 24 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Jean Laurenti, n° 1192 ; avis de la Commission des finances par M. Christian Pineau, n° 1230 ; avis collectif de la Commission de la famille par M. Jean Cayeux, n° 1232 (voy. *Vieux travailleurs*, §§ 2 à 8 et 10 à 15) et adoption le 26 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 264.

Loi du 22 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 23 mai.

**DISCUSSION** [26 avril 1946] (A., p. 2384) ; Sont entendus dans la discussion générale : MM. Alfred Costes, Rapporteur ; Robert Schuman, Président de la Commission des finances et du contrôle budgétaire ; Clôture de la discussion générale (p. 2385) ; Articles premier à 34 : adoption (ibid.). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2387).

§ 5. — Voy. *Allocations familiales*, § 3.

**SEINE (Département de la).** — Voy. *Viandes saisies*.

**SEINE-ET-MARNE.** — Voy. *Fonctionnaires*, § 11.

**SEINE-ET-OISE.** — Voy. *Fonctionnaires*, § 11. — *Travail* (Organisation du), § 13.

**SEINE-ET-OISE (Communes rurales de),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RAVITAILLEMENT) *Discussion générale*.

**SEL (Droit sur le).** — Voy. *Code des douanes*.

**SEMAINE DE 48 HEURES.** — Voy. *Algérie*, § 26.

### SÉPARATION DE CORPS.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Jean Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre d'accorder des dommages et intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 mars 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 583.

§ 2. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 2. — *Divorce*, §§ 3 et 4.

**SÉPULTURES MILITAIRES.** — Voy. *Morts pour la Patrie*, § 2.

**SERMENT (Prestation de).** — Voy. *Débts de tabacs*.

**SERVICE DES POSTES (Recettes et dépenses du),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES), *Discussion générale*.

**SERVICE DES RECHERCHES,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

### SERVICES.

— automobiles. — Voy. *Budget de 1946*, § 13.

— domestiques. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 14.

— médicaux du travail. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 17.

— publics. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 23.

— régionaux. — Voy. *Organisation administrative*, § 1<sup>er</sup>.

— du travail obligatoire. — Voy. *Accidents du travail*, § 2.

**SERVICES CENTRAUX DIRECTEURS,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**SERVICES FINANCIERS,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES), *Discussion générale*.

**SIÈGE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DES DÉPARTEMENTS BRETONS,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

**SIGNES DISTINCTIFS.** — Voy. *Décorations*, § 2.

**SINISTRÉS.** — Voy. *Budget de 1946*, § 11. — *Dommages de guerre*, §§ 2, 5.

**SINISTRÉS (Dossiers des),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

**SINISTRÉS (Paiement des avances aux),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

**SINISTRÉS (Situation des),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

**SITES ET FOLKLORE BASQUES,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**SITUATION FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE DE NOTRE PAYS,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, §§ 2 et 8, *Discussion générale*.

**SITUATION SANITAIRE DE LA FRANCE**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

### SOCIALISATIONS.

— des assurances. — Voy. *Nationalisations*, § 3.

— des banques d'affaires. — Voy. *Nationalisations*, § 20.

— du crédit. — Voy. *Nationalisations*, § 2.

— de la gestion des entreprises nationalisées. — Voy. *Nationalisations*, § 27.

— des mines de charbon. — Voy. *Nationalisations*, § 4.

Voy. aussi *Nationalisations*, § 1<sup>er</sup>.

### SOCIÉTÉS.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Adolphe Landry relative aux sociétés anonymes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 31 décembre 1945 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 253.

§ 2. — Proposition de loi de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de Travail et d'épargne », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 avril 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 944.

§ 3. — Projet de loi portant création de la Société de produits biochimiques, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Marcel Paul, Ministre de la Production industrielle (renvoyé à la Commission de la famille), n° 1107. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 219.

Loi du 23 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 24 mai.

§ 4. — Projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 avril 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de

la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 1207.

§ 5. — d'assurances ennemies. — Voy. *Assurances*, § 2.

— laitières. — Voy. *Nationalisations*, § 29.

— de produits biochimiques. — Voy. *Sociétés*, § 3.

— Voy. aussi *Communauté de travail*, § 1<sup>er</sup>.

### SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Antoine Vourc'h et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes gens des familles de trois enfants au moins, encore à charge à leurs parents et utilisant la voie ferrée pour étude ou apprentissage, les tarifs réduits déjà accordés par la S. N. C. F. aux enfants de moins de 18 ans, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 mars 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n° 822 ; rapport le 18 avril (3<sup>e</sup> séance) par M. Antoine Vourc'h, n° 1099.

§ 2. — Projet de loi portant approbation de la convention conclue le 5 novembre 1945 avec la S. N. C. F. pour l'exécution du service des colis postaux, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Letourneau, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (renvoyé à la Commission des moyens de communication), n° 850 ; rapport le 17 avril (2<sup>e</sup> séance) par M. Pierre Poumadère, n° 1086. Adoption sans débat le 25 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 206.

Loi du 17 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 18.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Henri Joannon et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la portion de voie ferrée Aurillac-Paris qui doit être submergée par suite de la construction du barrage de Bort, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 887.

§ 4. — Voy. *Décorations*, § 8.

**S. N. C. F. (Équilibre budgétaire de la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**S. N. C. F. (Subvention nécessaire à la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**S. N. C. F. (Traitement des agents des cadres de la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

**SOCIÉTÉ DE TRAVAIL ET D'ÉPARGNE.** — Voy. *Sociétés*, § 2.

**SOINS MÉDICAUX**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

#### SOLDES.

- égalité des. — Voy. *Algérie*, § 9.
- des officiers et sous-officiers prisonniers. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 7.
- Versement (des). — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 16.

**SOLDES MENSUELLES (Payement des — aux prisonniers)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

**SOLOGNE (Commissariat de la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

**SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT.** — Voy. *Pensions et retraites*, § 5.

**SPOLIATION (Actes de).** — Voy. *Guerre de 1939-1945*, §§ 4, 6.

**SPORTS ET ÉDUCATION PHYSIQUE (Organisation des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, (EDUCATION PHYSIQUE), *Discussion générale*.

**STATIONS THERMALES.** — Voy. *Centres thermaux*.

#### STATUT.

- artisanal. — Voy. *Coiffeur (Profession de)*, § 1.
- des banques d'affaires. — Voy. *Banques d'affaires*.
- Combattants de la résistance. — Voy. *Combattants de la résistance*.
- de la coopération agricole. — Voy. *Coopératives*.
- des étrangers. — Voy. *Etrangers*, § 1<sup>er</sup>.
- du fermage. — Voy. *Loyers et fermages*, § 20.
- des fonctionnaires civils. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 14, 21.
- des juges de paix. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 7.
- juridique du fermage. — Voy. *Loyers et fermages*, § 18.
- des magistrats. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 13.
- des préparateurs en pharmacie. — Voy. *Pharmacie (Exercice de la)*, § 2.
- de la presse. — Voy. *Presse*, § 3.
- des prisonniers de guerre. — Voy. *Prisonniers et déportés*, §§ 19, 22.
- des réfractaires. — Voy. *Réfractaires*, § 6.
- des travailleuses familiales. — Voy. *Réglementation du travail*, § 6.
- viticole. — Voy. *Viticulture*, § 3.

**SUBVENTIONS COMPENSATRICES**, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, *Discussion générale*.

**SUBVENTIONS DE L'ÉTAT.** — Voy. *Travaux communaux*, § 1<sup>er</sup>.

**SUBVENTIONS ÉCONOMIQUES,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 8.

**SUCCESSIONS.** — Voy. *Impôts*, § 9.

**SUCRE (Raffinage du).** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 28.

**SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS LES ADMINISTRATIONS CIVILES,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, *Discussion générale*.

**SURVEILLANCE MÉDICALE DES CAMPS ET COLONIES DE VACANCES,** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

## SYNDICATS.

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance du 27 juillet 1944 relative au rétablissement de la liberté syndicale, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail (renvoyé à la Commission du travail et de la sécurité sociale), n° 269 ; rapport le 31 janvier par M. Louis Beugniez, n° 340. Adoption sans débat le 15 février 1946. — Projet de loi n° 38.

Loi du 25 février 1946, promulguée au *Journal officiel* des 25 et 26 février.

§ 2. — Proposition de loi de M. Robert Lacoste et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le mode de recouvrement des cotisations des syndicats de planteurs de tabac indigène, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 avril 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 836.

§ 3. — de vétérinaires. — Voy. *Vétérinaires*, § 2.

**SYNDICATS D'INITIATIVE (Subventions aux),** Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

ASSEMBLÉE  
NATIONALE